

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 25 février 2019

Venezuela : à qui profite la crise ?

Ce week-end, les convois « d'aide humanitaire » ont été bloqués aux frontières du Venezuela avec la Colombie et le Brésil. C'est avec le soutien de Donald Trump, mais aussi d'Emmanuel Macron, que Juan Guaidó s'est proclamé président à la place de Nicolas Maduro. Défenseur de la démocratie, ce jeune loup de droite ? L'affaire est cousue de fil blanc.

Depuis un mois, les États-Unis, l'Union européenne et des gouvernements réactionnaires latino-américains font pression pour mettre à bas le régime de Maduro. Et les quelques cartons « d'aide humanitaire » promis ne sont rien à côté des conséquences des sanctions économiques prises par Trump, qui se dit par ailleurs prêt à une intervention militaire.

Pourtant le régime de Maduro, comme celui de Chavez avant lui, n'a rien de « socialiste », rien de vraiment favorable à la population pauvre. C'est avec l'appui d'une large partie de l'armée que l'officier Hugo Chavez avait été élu, en 1998, président d'un pays en pleine crise économique et sociale. La montée du cours du pétrole dans les années qui ont suivi avait permis à son régime de prendre quelques mesures sociales. Si cela marchait un peu sur les pieds d'une fraction de la grande bourgeoisie vénézuélienne, la plus liée aux États-Unis, il

n'était pas question pour Chavez de toucher le moins du monde aux banques, aux hommes d'affaires vénézuéliens. La corruption du régime a limé sa popularité. L'effondrement du cours du pétrole a ruiné l'économie et fait plonger la population dans la misère. C'est, semble-t-il, l'occasion rêvée pour les États-Unis et autres grandes puissances de se débarrasser d'un régime qu'ils ne jugent pas assez docile à leurs intérêts.

Il n'est pas de sauveur suprême, pas plus un Maduro qu'un Chavez, pas plus que jadis un Lula dans ce Brésil où un homme d'extrême droite a profité de la crise pour venir au pouvoir. Certainement pas non plus un Guaidó, à la solde de la bourgeoisie vénézuélienne et des États-Unis.

Face à la misère qui s'aggrave en Amérique Latine, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

Non au racisme, à l'antisémitisme et à toute instrumentalisation

Depuis l'agression verbale antisémite contre Alain Finkielkraut, le gouvernement et les responsables politiques de divers bords s'en sont donné à cœur joie pour calomnier le mouvement des Gilets jaunes. Aux oubliettes les revendications sur la justice sociale, la remise en place de l'ISF ou le pouvoir d'achat.

Pendant plus d'une semaine, tous les représentants du gouvernement ont mené la charge. Ils étaient bien aidés en cela par les entrepreneurs de la haine et garants de l'ordre social, tels Soral et Dieudonné, comme par leurs comparses d'extrême droite qui tentent de diffuser leurs idées nauséabondes dans les rassemblements de Gilets jaunes. Mais ces ennemis de classe sont très minoritaires dans les manifestations. Ils se font chasser des cortèges, comme ce fut le cas par exemple à Lyon il y a deux semaines, et hués dans beaucoup d'assemblées. Samedi dernier, de nombreuses banderoles dénonçaient le racisme et l'antisémitisme tout au long des défilés.

Les allumeurs de mèche

Quant à Emmanuel Macron, il est mal placé pour faire aujourd'hui profession de foi antiraciste, lui qui mène une politique raciste contre les migrants et qui avait reçu en juin 2018, à Paris, le chef du gouvernement d'extrême droite d'Israël, Benyamin Netanyahou. Il en a

profité pour amalgamer antisémitisme et antisionisme, et tenter de discréditer ainsi toute critique de la politique d'Israël – notamment la colonisation planifiée des territoires palestiniens.

Plus grosse est la ficelle...

Face à de telles accusations, on promettait aux Gilets jaunes la démobilisation. Mais force est de constater que le nombre de manifestants a augmenté samedi dernier.

Toujours ébranlé par une mobilisation qui ne veut pas finir, le gouvernement a usé de sa plus grosse ficelle pour tenter de calomnier ceux qui luttent. Face à une telle hypocrisie, les Gilets jaunes ont été nombreux à condamner tous les préjugés, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. Mais après trois mois de lutte, ce sont bien les thèmes de justice sociale, de salaires et de partage des richesses qui sont pour eux prioritaires. N'en déplaise aux plus riches, à ceux qui tiennent à leurs privilèges, et à ceux qui les représentent.

À notre tour de rentrer dans la lutte !

La direction a finalement annoncé une augmentation de 30 € nets minimum (+1,7 %) : on est très loin des 400 € mensuels en plus dont on aurait besoin.

Pour obtenir une vraie augmentation, il nous faudrait mettre la pression à PSA en débrayant. À PSA Sevelnord, vendredi dernier, ils ont commencé en équipe de nuit, ils étaient plus de 150 à débrayer. À PSA Valenciennes, ils étaient 160 entre cette nuit et ce matin. Ils ont bien raison ! Faisons comme eux !

Super profits pour super radins

PSA annonce en réalité autour de 2 900 € de prime d'intéressement et de participation, et 600 € de prime Gilet jaune. Mais on n'est pas naïfs : la prime Gilet jaune (défiscalisée pour les patrons), PSA l'a piquée sur nos augmentations, les primes d'intéressement et de participation.

Une prime c'est temporaire, ça va, ça vient, ça peut disparaître d'une année à l'autre, et surtout ça ne sert pas dans le calcul de la retraite. Si PSA nous donne ces primes c'est pour ne pas augmenter nos salaires de base. PSA annonce 2,8 milliards de profits, un record, + 47 % par rapport à l'année précédente ! Exigeons notre vraie part, revendiquons une augmentation d'au moins 400 € mensuels du salaire de base !

Prime inégalitaire

La prime Gilet jaune donnée par PSA est proportionnelle au temps de présence sur le site durant l'année 2018 : ceux qui ont été malades et les centaines d'intérimaires seront pénalisés et auront moins. Et rien aussi pour l'ensemble des salariés soustraitants (Derichebourg, GEFCO, Veolia, Trigo, EVN GAS, Dalkia, etc.). Pas de prime d'intéressement et de participation PSA non plus pour les intérimaires.

On travaille tous sur le même site pour produire directement ou indirectement les mêmes voitures, cette discrimination est scandaleuse.

Bonjour les dégâts !

Au Montage B2, secteur MV, la RG donne l'ordre de ne pas arrêter la chaîne. Les contrôleurs sont dans l'impossibilité de pointer les défauts de retouche : les anomalies ne sont donc pas signalées notamment pour les 208 et DS3. Si on suit les critères de la direction – et de Tavares en personne ! – et qu'on aborde la D34 avec la même mentalité, bonjour les conséquences !

Quand on voit que les mêmes hiérarchiques qui donnent ces ordres sont incapables même de dire bonjour correctement aux ouvriers, on comprend mieux pourquoi les DS3 et 208 sont toujours aussi pourries.

Ça ne passait déjà pas, ça passera encore moins

Au Montage B2, sur HC1 les opérations ne passent pas, du coup la hiérarchie en a fait basculer sur HC2, premier module. Elle a donc ajouté encore une per-

sonne sur ce module déjà surchargé. Le pas de travail était déjà trop court, il va l'être encore plus.

En espérant que les collègues ne jouent pas trop des coudes, la direction va attendre la D34 pour penser peut-être à une nouvelle répartition, en attendant c'est bousculades, prises de têtes et tension maximale.

C'est quoi la bonne nouvelle ?

La direction a annoncé que PSA Poissy va fabriquer un nouveau véhicule : une OPEL électrique. Ça change quoi pour les salariés ? Selon la direction, il y a toujours 600 emplois à supprimer pour juillet. Ce nouveau véhicule n'arrivera qu'en 2021 et ce sera sûrement avec un petit volume. En tout cas il y a plus d'un an à attendre avec un seul véhicule à produire : la D34 (un projet qui patine déjà).

De toute façon, nous les ouvriers, ce qui nous intéresse, c'est l'augmentation réelle de notre salaire et le maintien des emplois avec charge de travail acceptable. La direction n'assure ni l'un ni l'autre.

De la poudre aux yeux... et des stylos

Pour fêter cette nouvelle attribution, la direction a fait distribuer des stylos « pour écrire ensemble l'avenir du site de PSA Poissy ». Que la direction atterrisse : on n'est pas à l'école primaire. Elle veut qu'on signe ses accords pourris ou notre reddition face ses attaques ? Hors de question : on veut des euros pas des stylos !

PSA : un vautour plane sur l'argent public

Le journal *Le Parisien* a révélé que la région Île-de-France dirigée par Valérie Pécresse était prête à donner 100 millions d'euros d'aide à PSA. Pierre Bédier le président du conseil départemental parle lui de verser encore 10 millions d'euros à PSA... Tous ces politiciens déroulent le tapis rouge à PSA et distribuent, sans aucune vraie contrepartie sur le maintien du site et des emplois, l'argent de nos impôts à des actionnaires multimilliardaires... qui décident de fermer 2 usines en 3 mois (PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt), suppriment des milliers d'emplois et bloquent nos salaires. À vomir.

Algérie : Bouteflika sur un volcan

Vendredi et samedi, des milliers de manifestants ont défilé à Alger et dans d'autres villes du pays contre un cinquième mandat pour Bouteflika.

Son régime politique, c'est en effet celui des hauts gradés de l'armée, de politiciens et affairistes de tout poil qui se partagent la richesse des hydrocarbures. La population, elle, n'a droit qu'au manque de logements, à la hausse vertigineuse des prix, aux hôpitaux délabrés. En 2018, le chômage touchait 16,7 % de la population active et 26,4 % des jeunes.

Les travailleurs algériens ont de bonnes raisons d'être excédés du régime de Bouteflika, et des injustices qui vont avec.